

LA PRISON DE LA SANTÉ, C'EST MACRON-MEDEF et L'UNION EUROPÉENNE ! **SORTONS-LES, SORTONS-EN !**

Dans la logique même de vouloir démanteler tout notre système de santé publique, entamée depuis plus de 20 ans par nos gouvernants successifs, sous contrôle étroit de Bruxelles, Macron et sa ministre de la santé veulent mettre en place leur funeste projet de loi "Ma santé 2022".

Face à la fronde notamment des personnels de santé des hôpitaux, très en colère de la dramatique dégradation de leurs conditions de travail et des risques que cela fait courir aux malades, le gouvernement a récemment annoncé des "mesures d'urgences" pour, dit-il, "donner de l'oxygène" aux établissements hospitaliers.

Qu'en est-il vraiment de ces mesures ? 1,5 milliard d'€ de coup de pouce par ci, 10 milliards d'€ de reprise de "dettes" par là ... Non seulement ce n'est pas à la hauteur du problème national des hôpitaux mais c'est du vent, pour essayer de calmer les professionnels de santé. Les restrictions des dépenses de santé sont maintenues (on desserre simplement un peu l'étoupe), l'Etat ne désengage pas les établissements publics de santé de l'emprise des banques, même si il prétend reprendre 1/3 de la "dette" contractée par les hôpitaux pour survivre. Ces 10 milliards sur la période 2020-2022 repris par l'Etat seront renégociés à un meilleur taux avec les banques. Ce qui ne changera rien à la dette de la France surveillée par Bruxelles puisque le "fardeau" des hôpitaux est déjà compté dans l'endettement.

Le projet "Ma santé 2022" de Macron est toujours à l'ordre du jour et, austérité européenne commande, il vise avant tout à réduire le nombre des hôpitaux et maternités en France notamment par les GHT (groupements hospitaliers de territoire) sous l'autorité des ARS. Fini donc le rôle de proximité du département dans la planification des soins. Le privé, suite logique de sa "concurrence" déloyale avec le public, prendra la place de celui-ci et se soigner deviendra plus cher.

Il faut en finir avec cette logique marchande du système de santé et revenir à un véritable service public. Il faut abro-

ger toutes les réformes hospitalières de ces dernières années et engager rapidement les moyens indispensables au redressement et à la modernisation des hôpitaux, augmenter fortement les effectifs de toutes les catégories de personnels. Il faut aussi démocratiser l'hôpital par la constitution de véritables équipes hospitalières pluridisciplinaires, par la participation accrue des représentants de toutes les catégories de personnels dans les conseils d'administrations, par la suppression de l'exercice privé à l'hôpital public. Il faut un grand plan urgent de formation de médecins à l'université mais aussi de formation continue. Toutes les professions de santé doivent bénéficier de formations adaptées aux progrès des sciences médicales.

La Sécurité Sociale, nœud de notre système de santé, doit être dégagée de la tutelle de l'Etat et du patronat avec retour à des administrateurs élus, et il faut recouvrer les dettes du grand patronat.

Il est donc vitalement urgent de dégager tous les moyens financiers qu'il faut pour les établissements de soins ! Stop à la funeste "maitrise-comptable" des budgets : il faut les asseoir sur les besoins réels en matière de santé !

La santé publique, comme l'ensemble des services publics, ne pourra pas, même un minimum, être au service du peuple tant que la France restera dans l'UE capitaliste, donc ennemi de tous les travailleurs de notre pays, manuels ou intellectuels, avec ou sans emploi. La règle d'or pour l'UE est en effet « austérité pour les peuples, enrichissement pour une minorité de nantis ».

Soignants, usagers, défenseurs de nos services publics, travailleurs du secteur privé, luttons tous ensemble pour notre droit à un système de santé de qualité ! Rendez-vous le 5 décembre pour une grande journée de grèves et de manifestations, rdv pour en finir avec ce président et ce gouvernement des riches !



La COMMISSION SANTE du PRCF

Ne pas jeter sur la voie publique - IPNS

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux